



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 21/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALOREM-Amoures Bouissac Energies

213 cours Victor Hugo
33130 Bègles

Références : UD34/H5/CI/2024-035
Code AIOT : 0006605614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement VALOREM-Amoures Bouissac Energies implanté Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREM-Amoures Bouissac Energies
- Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels
- Code AIOT : 0006605614
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMOURES BOUISSAC ENERGIES est autorisée à exploiter sur la commune de Ceilhes-et-Rocozel, au lieu-dit Saint-Jean, une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, composée de 6 éoliennes de puissance unitaire de 2,35 MW, soit un total de 14,1 MW.

L'installation est autorisée par arrêté de permis de construire n° 034 071 09 C0001 en date du 27 juin 2016 et par arrêtés préfectoraux n° 2015-I-1495 du 6 août 2015 et n° 2021-I-1308 du 26 octobre 2021 portant autorisation d'exploiter.

Les travaux de construction du parc ont débuté fin août 2022. Ils ont été interrompus à l'automne 2023 à cause de dégâts sur la route départementale RD902 provoqués par des intempéries. Le chantier a pu reprendre début mars 2024 avec la livraison des sections et éoliennes. Le montage des éoliennes a débuté le 15 avril 2024.

Le jour de l'inspection, les travaux de construction du parc éolien sont en cours:

- les éoliennes E14, E15, E18 et E19 ont été montées
- les éoliennes E16 et E17 sont en cours de levage (la durée de levage d'une éolienne dépend des conditions météorologiques, elle est de l'ordre d'une semaine à deux semaines)

La première injection aura lieu le 1er juillet 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article Article 2.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
3	SDA	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Informations à réaliser	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.7.1	/	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.7.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Mesures de suivis	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article Article 5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Principalement, l'exploitant devra justifier que la distance de régulation la plus contraignante (prenant en compte la sphère à risques) a bien été paramétrée sur le Système de Détection de l'Avifaune (a priori : 281 m + 102 m soit 383 m). Cette distance théorique devra par la suite être réévaluée en fonction de la vitesse non accidentogène révisée et des résultats des tests de temps d'atteinte de la vitesse non accidentogène des éoliennes.

Par ailleurs, le protocole du suivi du comportement et du transit migratoire de l'Avifaune et Des Chiroptères devra être transmis 6 mois avant sa mise en œuvre et le rapport de suivi de l'Aigle royal réalisé à partir du début de la construction du parc (2022-2023) devra être remis dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations à réaliser

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.7.1
Thème(s) : Autre, Information du levage des éoliennes
Prescription contrôlée : Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr. /.../
Constats : La Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) a été informée par mail du 1er mars 2024 de la date de levage des 6 éoliennes, soit à partir du 15 avril 2024. Cette information a été communiquée par l'exploitant dès qu'il a eu de la visibilité sur la reprise possible des travaux après réparation des dégâts sur la route départementale, par le Conseil Départemental du 34. En parallèle, les entreprises de levage déclarent l'utilisation des moyens de levage à la DGAC. Ce point n'est pas vérifié par VALOREM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article Article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Pendant la présence des personnels sur le chantier, les éventuelles barrières interdisant l'accès au site doivent rester ouvertes.</p> <p>L'itinéraire d'accès au chantier doit être banalisé par un fléchage depuis la route départementale et un point de rencontre (P.R.) avec les secours publics sera défini par le coordonnateur de sécurité et communiqué au Service Prévision Départemental du S.D.I.S.</p> <p>Durant la phase chantier, une aire temporaire de poser l'hélicoptère (hélisurface) devra être réalisée à proximité du site afin de permettre un secours rapide.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection réalisée en 2022, l'exploitant a transmis le nouvel avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 4 août 2021. Cet avis n'évoque plus la nécessité de mettre en place une hélisurface.</p> <p>Depuis, le SDIS n'a pas formulé d'autres avis.</p> <p>Par courriel du 7 juin 2024, l'exploitant a transmis la fiche de réception établie le 27 avril 2023 par le SDIS pour la bâche incendie. Cette fiche conclut que la bâche est opérationnelle mais relève quelques non-conformités (absence d'enclos, de signalisation etc).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera de la mise en place de mesures correctives pour répondre aux demandes formulées par le SDIS dans sa fiche du 27 avril 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : SDA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Autre, Caractéristiques du SDA
Prescription contrôlée :

Caractéristiques techniques du SDA

Deux mois avant le démarrage des travaux, l'exploitant fournit les éléments suivants à la DREAL :

- la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât);
- le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ;
- les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi) ainsi que les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale... ;
- un schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras ;
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant : les diamètres des sphères de détection et de régulation retenus pour chaque espèce cible en précisant les VVS utilisées et le TER,
- le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible ;
- la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue ; dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre.
- la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe théorique. Le graphique ainsi obtenu sera transmis à l'inspecteur de la DREAL ;
- la justification de la vitesse non accidentogène retenue.

Constats :

Le Système de détection de l'Avifaune (SDA) est installé du 10 au 14 juin 2024. Les tests sont prévus du 17 juin au 28 juin 2024. Ces tests se déclinent en 3 phases: test de communication, test de pilotage et test de détection (dont test avec drone).

A noter que le système de contrôle et d'acquisition de données (Supervisory Control and Data Acquisition - SCADA) a, quant à lui, été testé par Enercon au préalable. Un test additionnel a toutefois été demandé par Valorem en fin de projet.

Il avait été convenu avec la DREAL que les caractéristiques du SDA soient transmises dans un délai minimum de 2 mois avant la mise en service. Cette note a finalement été transmise le 07/06/24.

L'exploitant y calcule la distance de régulation suffisante par espèce cible, en fonction de la vitesse de vol de ces espèces, du temps de régulation de l'éolienne pour atteindre la vitesse non accidentogène retenue.

La vitesse non accidentogène définie par l'exploitant est de 110 km/h. Pour cela, il s'appuie sur une étude réalisée par la société BiodiWind entre 2019 et 2023:

«Il ressort de cette étude que le Milan royal – espèce par ailleurs non visée comme espèce cible par l'arrêté – a plus de difficultés à anticiper le danger lorsque les pales ont une vitesse supérieure à sa plage de vitesse de vol qui peut atteindre 76 km/h. Plus précisément, ralentir une éolienne

jusqu'à une vitesse de 110 km/h en extrémité de pale permettrait de réduire de plus de 90% le risque de collision.

Ce seuil de vitesse est proche de la vitesse minimale de production des éoliennes E82. Ainsi, plutôt que d'arrêter complètement une éolienne, il sera possible de seulement la ralentir pour réduire drastiquement le risque de collision. Cela permettra de maintenir un minimum de production, réduisant ainsi les pertes économiques, mais aussi et surtout d'éviter les intermittences de connexion au réseau électrique qui compliquent sa gestion et réduisent la durée de vie des installations.

Par ailleurs, ces résultats, associés à d'autres études scientifiques récentes démontrent que le risque de collision est quasiment nul pour certains rapaces au-delà de 200 mètres des éoliennes (Rolek, 20221) »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant réalisera sur le parc des tests du temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène et transmettra les résultats obtenus en lien avec la courbe théorique fournie par le turbinier (1).

Dans un délai d'un mois, l'exploitant adaptera son analyse sur la vitesse non accidentogène retenue en fonction des espèces cibles identifiées. En effet, certaines espèces ont une vitesse de vol inférieures à celle du milan royal : difficulté pour ces oiseaux d'anticiper une vitesse de pale inférieure à leur vitesse de vol ? (2)

Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera que la distance de régulation la plus contraignante (prenant en compte la sphère à risques) a bien été paramétrée sur le SDA (a priori : 281 + 102 m soit 383 m). Cette distance théorique devra par la suite être réévaluée en fonction des résultats des tests (1) et de la vitesse non accidentogène révisée supra (2). Elle devra également être adaptée aux observations réalisées sur le terrain (sans être inférieure à 383 m).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du chantier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023

Prescription contrôlée :

Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, est mandaté par l'exploitant, pour assurer la

bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier que les arbres de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL;

- une périodicité hebdomadaire durant les phases de libération des emprises et de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui même communique dans un délai de 24h maximum les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

Constats :

Le suivi du chantier a été confié au bureau d'étude ABIES. Les coordonnées des écologues ainsi que leur calendrier d'interventions ont été transmis.

Suite à l'inspection 2022, l'ensemble des rapports ABIES d'août 2022 à mars 2023 a été envoyé.

Les rapports de suivis du chantier établis par les écologues pour la période d'avril 2023 à avril 2024 ont été remis en amont de l'inspection 2024.

La périodicité hebdomadaire de suivi du chantier est respectée pour les phases de libération d'emprises et de construction.

Pour les phases de levage des éoliennes, l'exploitant a choisi de procéder à un suivi mensuel. Ensuite, lors de la remise en état, le suivi sera de nouveau réalisé sur une périodicité hebdomadaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle qu'un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier en fin de travaux devra être établi et transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de suivis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article Article 5.5
Thème(s) : Autre, Protocoles de suivis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, les mesures de suivis sont réalisées conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 et selon les modalités définies dans le protocole national visé dans ledit article (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Les protocoles détaillés pour les différents suivis sont soumis transmis à la DREAL Occitanie 6 mois avant leur mise en œuvre. /.../</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les protocoles de suivi de la mortalité et de suivi de l'Aigle royal.</p> <p>Le suivi du comportement et du transit migratoire de l'Avifaune et Des Chiroptères démarrera en mars 2025. Le protocole sera donc transmis dans les prochains mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021, le protocole du suivi du comportement et du transit migratoire de l'Avifaune et Des Chiroptères devra être transmis 6 mois avant sa mise en œuvre.</p> <p>La DREAL prendra connaissance de ces différents protocoles et fera part de ces éventuels commentaires à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, article Article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi Aigle Royal
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les suivis prévus par les articles 3.5.1 et 3.5.2 du présent arrêté, un suivi spécifique des aigles royaux présent dans la haute vallée de l'Avène est assuré par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est transmis à la DREAL 6 mois avant sa mise en œuvre.</p> <p>Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le suivi spécifique pourra s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal de la haute vallée de l'Avène susceptible d'être porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris "Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi spécifique Aigle Royal est réalisé par le bureau d'étude EXEN qui avait réalisé l'actualisation des inventaires oiseaux en 2019 et qui s'est chargé de l'état initial avant l'ouverture du chantier.</p> <p>Le suivi spécifique est mis en place par l'exploitant dès le début de la construction du parc. A ce jour, aucun rapport de suivi n'a été transmis à la DREAL.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra le 1er suivi de l'Aigle royal réalisé à partir du début de la construction du parc (2022-2023) et justifiera du téléversement des données sur DEPOBIO.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fera part de ces échanges avec le MNHN pour l'obtention des données télémétriques de l'Aigle royal.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>